

**Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière,  
daté du mercredi 12 octobre 2011**

## **LE SERVICE PUBLIC RÉPUBLICAIN EST MENACÉ**

Hôpital, école, police, finances, etc. Aucun service public, aucune fonction publique n'échappe à l'étai idéologique et budgétaire de la Révision générale des politiques publiques (RGPP). Partout, sans exception, les conditions de travail se dégradent, le rôle et la nature du service public sont affectés, les agents souffrent et les usagers trinquent.

À chaque déplacement, à chaque visite, à chaque discussion avec les agents titulaires ou contractuels, les mêmes griefs remontent : perte de sens du service public, insuffisance des effectifs, tentative d'individualisation des relations sociales ; le service public républicain est menacé.

Il y a urgence, urgence à stopper la RGPP, urgence à revoir les modes de financement de l'hôpital public, urgence à exiger des pouvoirs publics qu'ils annoncent clairement la couleur quant à l'avenir d'un service public républicain.

Laisser entendre, comme l'a fait le président de la République il y a quinze jours, que les fonctionnaires n'ont pas à se plaindre car ils ont la garantie de l'emploi révèle une méconnaissance de la nécessaire neutralité républicaine et une volonté d'opposer les salariés entre eux.

Si la France a une spécificité, c'est celle de la république sociale, qu'il faut non seulement préserver mais consolider.

Les quelques milliards d'euros économisés avec la RGPP jouent comme un effet levier : ils vont peser lourd, très lourd sur l'avenir de la république. Encore une fois, comme en 2008, les pouvoirs publics sont beaucoup moins regardants quand il s'agit de venir à nouveau en aide aux banques, d'une manière ou d'une autre, à travers des prêts, des garanties ou de la recapitalisation.

Mettre les banques au pas – ce qui aurait dû être fait dès 2008 – est là encore une impérieuse nécessité. Si État providence il y a, c'est bien vis-à-vis des institutions financières. Dirigeants banquiers ? Un métier sans risque puisque finalement couvert par l'argent public. C'est aussi pour toutes ces raisons qu'une triple rupture est nécessaire sur le plan économique : international, européen et national.

L'élastique social se tend de plus en plus, en France comme ailleurs. Comme toujours, Force Ouvrière assumera ses responsabilités syndicales, toutes ses responsabilités syndicales.

<http://www.force-ouvriere.fr/>